

*Questions orales*

premier ministre a dit qu'il n'était pas d'accord avec le président des États-Unis concernant les sanctions pour renforcer les ententes parallèles.

Si le gouvernement canadien n'est pas d'accord avec le président des États-Unis sur le genre de sanctions proposées pour régler les problèmes, est-ce que le ministre pourrait nous dire quelles autres sanctions seront mises de l'avant ou quelles autres sanctions le gouvernement propose, de telle façon que lorsque nous aurons des accords, il y aura des pénalités pour ceux qui les briseront.

[Traduction]

**L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Madame la Présidente, je crois que le premier ministre n'a fait que répéter ce que le ministre du Commerce extérieur a dit à plusieurs occasions. L'accord commercial, c'est l'accord commercial.

Il doit par ailleurs y avoir des mécanismes garantissant le respect d'un accord parallèle sur l'environnement et les codes relatifs à la main-d'oeuvre, mais ces mécanismes ne doivent pas, dans les faits, miner les bienfaits de l'accord commercial.

Les Américains ont exposé leur position, les négociations se poursuivent, et nous verrons quelle en sera l'issue. La position du Canada est très claire. Nous ne voulons pas miner les avantages de l'accord commercial en adoptant des dispositions inadéquates au sujet de l'accord parallèle.

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Madame la Présidente, l'argument avancé par le ministre n'est pas très convaincant.

Nous aimerions savoir quelle est la position du gouvernement à ce moment-ci des négociations. S'il doit y avoir certaines dispositions qui régissent l'environnement et les conditions relatives à la main-d'oeuvre, nous aimerions connaître le genre de sanctions que le gouvernement propose pour garantir leur respect par chacun des partenaires.

**L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Madame la Présidente, ces questions sont étudiées attentivement et font l'objet de pourparlers sérieux.

Il y a une foule de façons de garantir le respect des conditions, de prévoir des mécanismes de règlement des différends, et ainsi de suite. Nous estimons simplement que, quoi qu'il advienne au sujet de l'accord parallèle, cela ne devrait pas porter atteinte aux avantages de

l'Accord de libre-échange. C'est la position que nous maintenons.

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Madame la Présidente, le député parle de la position du gouvernement et dit qu'il existe une foule de solutions, mais pourquoi alors le gouvernement ne peut-il pas en choisir une et nous dire en quoi elle consiste? Le gouvernement n'a pas une foule de solutions et n'a pas de plan.

Nous aimerions avoir une réponse, car cette question est très importante. Le président des États-Unis a dit que son pays n'adoptera pas l'ALÉNA en l'absence d'une entente sur l'environnement et les conditions relatives à la main-d'oeuvre.

Le ministre peut-il nous dire quelle est la position du gouvernement en ce qui concerne les sanctions proposées par le gouvernement américain?

**L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Madame la Présidente, le député penserait certainement que nous ne sommes pas très responsables si nous discutons publiquement de la position que défend le Canada dans le cadre de ces négociations.

• (1420)

Je rappelle au député qu'il existe toute une série d'accords internationaux, y compris des ententes conclues avec les États-Unis, des accords bilatéraux sur les pluies acides sur la dépollution des Grands Lacs, et ainsi de suite. Ces accords sont tous assortis de critères d'exécution et, au moment de leur adoption, étaient tous considérés comme des mesures suffisamment efficaces pour garantir leur respect par les deux parties.

Voilà le genre de solution que nous privilégions au lieu de dispositions portant atteinte aux avantages des accords commerciaux.

\* \* \*

**LA BOSNIE**

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Madame la Présidente, en l'absence de la secrétaire d'État aux Affaires extérieures et de la ministre de la Défense nationale, je vais poser ma question au premier ministre suppléant.

Les membres de notre caucus m'ont demandé d'exprimer, en leur nom et en celui de leurs électeurs, leur sentiment d'horreur et de colère au sujet de la boucherie qui se poursuit en Bosnie et de l'indifférence de l'ONU et de ses États membres devant les horribles conditions qui existent dans ce pays.